



VILLE DE ARUE

Date de convocation
26 novembre 2025

Date de séance
02 décembre 2025

Délibération du Conseil Municipal N°2025/99 du 02 décembre 2025

Créant plusieurs emplois permanents dans le tableau des effectifs de la commune de Arue, à savoir un poste de Directeur(trice) des Affaires Financières, un poste de chef(fe) du service des Ressources Humaines, un chef du département bâtiment, un poste d'employé administratif, un poste d'agent d'accueil et cinq postes d'ouvriers du bâtiment

L'an deux mille vingt-cinq, le deux décembre à dix-sept heures et trois minutes.

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Madame Teura IRITI, Maire.

Etaient présents à l'examen de la présente délibération :

Nom-Prénom	Présent	Absent	Procuration
Mme Teura IRITI	X		
M. Gilles TEAUNA	X		
Mme Vahinetua TUAHU	X		
M. Jacky BRYANT	X		
Mme Anna YON YUE CHONG	X		
M. Edgar TEHAHE	X		
Mme June FREELAND		X	M. Jacky BRYANT
M. Jérémie CHAINE	X		
Mme Laïza PEU	X		
Mme Turia ARAPA	X		
Mme Micheline BANNER	X		
Mme Bernadette VANE	X		
M. Clet HAMBLIN		X	
M. Claudino TEHAMOANA	X		
M. Yves TERIITAU		X	Mme Laïza PEU
Mme Taiana TEHEI	X		
Mme Mirella TEIKITOHE		X	Mme Micheline BANNER
Mme Muriel LYAU	X		
M. Heimanu TERA	X		
Mme Tehani YAO	X		
M. Raanui ARIITAI	X		
Mme Moeata MALINOWSKI	X		
M. Lémuel BROTHERS	X		
M. Hurimana TEIHO	X		
Mme Mélodie TEARIKI	X		
Mme Eve VOHI		X	Mme Vahinetua TUAHU
M. Frédéric DAFNIET		X	Mme Tahiapitiani TIMAU
Mme Tahiapitiani TIMAU	X		
M. Tepuanui SNOW	X		
M. Atonia MAITIA	X		
M. Joël BONNO	X		
Mme Ahuura ANEI épouse HOMAI		X	Mme Bernadette VANE
M. Henri ESTALL	X		

Formant la majorité des membres en exercice.

Le Maire certifie que la liste des délibérations a été affichée à la porte de la mairie dans les délais légaux

- Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 - Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des Communes dans le Territoire de la Polynésie française promulguée par l'arrêté n° 31-AA du 06 janvier 1972 ;
 - Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
 - Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires communaux et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
 - Vu l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du Code Général des Collectivités Territoriales, aux communes de la Polynésie Française, à leurs groupements et à leurs établissements publics modifiée par les loi n°2007-1720 du 7 décembre 2007 et n°2007-1787 du 20 décembre 2007 ;
 - Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des Communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
 - Vu le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du Code Général des Collectivités Territoriales, aux communes de la Polynésie Française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
 - Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
 - Vu le décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
 - Vu le décret n° 2011-1552 du 15 novembre 2011 portant dispositions applicables aux agents non titulaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
 - Vu l'arrêté n° 1116 DIPAC du 05 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emploi «conception et encadrement» ;
 - Vu l'arrêté n° 1117 DIPAC du 05 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emploi «maîtrise » ;
 - Vu l'arrêté n° 1118 DIPAC du 05 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emploi «application» ;
 - Vu l'arrêté n° 1119 DIPAC du 05 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emploi «exécution» ;
 - Vu l'arrêté n° 1121 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié relatif aux grilles de traitements indiciaires des fonctionnaires des communes, de leurs groupements de communes ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
 - Vu l'arrêté n° HC/1068/DIRAJ/BAJC du 6 décembre 2023 portant revalorisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique communale ;
 - Vu la délibération n°2014/11 du 06 février 2014 créant un emploi permanent à temps complet aux ressources humaines de la Ville de Arue ;
 - Vu la délibération n°2024/52 du 30 juillet 2024 portant modification aux délibérations relatives à l'ouverture et à la création des emplois permanents temps complet dans la fonction publique communale au sein des services de la Ville de Arue ;
 - Vu la délibération n° 2025/97 du 02 décembre portant modification de l'organigramme des services municipaux de la Ville de Arue et création d'une direction des affaires financières ;
 - Vu le règlement général pour la protection des données ;
 - Où les explications fournies par Madame Teura IRITI, Maire ;
- Après en avoir délibéré ;
- En sa séance du 02 décembre 2025.

Le Conseil Municipal adopte

Article 1. - Est créé, au tableau des effectifs de la commune de Arue et conformément à l'article 36 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2025 modifiée, les emplois permanents suivants :

Spécialité	Cadre d'emplois	Emploi	Grade	Nombre
Administrative	A - Conception et encadrement	Directeur(trice) des Affaires Financières (DAF)	Conseiller Conseiller qualifié Conseiller principal Administrateur	1
Administrative	A - Conception et encadrement	Chef(fe) du service des Ressources Humaines	Conseiller Conseiller qualifié Conseiller principal Administrateur	1
Technique	B – Maîtrise	Chef du département bâtiment	Technicien Technicien principal	1
Administrative	C - Application	Employé administratif	Adjoint Adjoint principal	1
Administrative	D - Exécution	Agent d'accueil	Agent Agent qualifié Agent principal	1
Technique	D - Exécution	Ouvrier du bâtiment	Agent Agent qualifié Agent principal	5
TOTAL				10

Article 2. - La création du poste de Chef(fe) du service des Ressources Humaines entraînera, dès son occupation effective, la suppression du poste de Directeur-riche du service des Ressources Humaines.

Article 3. - Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des emplois créés seront inscrits au budget communal.

Article 4. - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif ou à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5. - La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire de séance



Vahinetua TUAHU



Madame le Maire



Teura IRITI

Madame le Maire atteste, sous sa responsabilité, que le présent acte a été transmis à la Subdivision administrative des Iles du Vent

Le 05 décembre 2025

Et notifié à l'intéressé(e) ou publié

Le 05 décembre 2025

Note explicative de synthèse De la délibération n°2025/99 du 02 décembre 2025

Créant plusieurs emplois permanents dans le tableau des effectifs de la commune de Arue, à savoir un poste de Directeur(trice) des Affaires Financières, un poste de chef(fe) du service des Ressources Humaines, un chef du département bâtiment, un poste d'employé administratif, un poste d'agent d'accueil et cinq postes d'ouvriers du bâtiment

1. CONTEXTE GÉNÉRAL :

Dans le cadre de la réorganisation administrative et technique des services municipaux, la Commune de Arue souhaite renforcer certaines directions essentielles pour garantir une meilleure coordination du service public. Cette démarche s'inscrit dans un objectif global d'optimisation du fonctionnement des services.

2. OBJET DE LA DÉLIBÉRATION

La délibération soumise au Conseil municipal a pour objet la création des emplois permanents suivants :

- Un (1) poste de Directeur(trice) des Affaires Financières (DAF) – catégorie A ;
- Un (1) poste de chef(fe) du service des Ressources Humaines – catégorie A ;
- Un (1) poste de chef du département bâtiment (STM) – catégorie B ;
- Un (1) poste d'employé administratif (STM) – catégorie C ;
- Un (1) poste d'agent d'accueil (SAC) – catégorie D ;
- Cinq (5) postes d'ouvriers du bâtiment (STM) – catégorie D.

3. JUSTIFICATIONS ADMINISTRATIVES ET OPÉRATIONNELLES :

Le poste de Directeur(trice) des Affaires Financières (DAF) est créé afin d'assurer un pilotage budgétaire, comptable et financier efficace et conforme aux exigences réglementaires.

Le poste de chef(fe) du service des Ressources Humaines remplace le poste de Directeur(trice) du service des Ressources Humaines, afin de renforcer la cohérence des intitulés et d'adapter la fonction à l'organisation actuelle du service.

Également par souci d'homogénéité, le poste de chef du département bâtiment est créé afin d'assurer l'encadrement des équipes du département. Par la suite, la fiche de poste du technicien référent patrimoine bâti, à ce jour vacant, sera révisée afin de lui retirer toute mission d'encadrement, désormais assumée par le chef du département bâtiment.

Le poste d'employé administratif permettra de pérenniser l'emploi actuellement occupé par un poste à titre occasionnel au sein des STM.

Le poste d'agent d'accueil vise à garantir une continuité du service public d'accueil et d'information des administrés au service action et cohésion.

Les cinq ouvriers du bâtiment permettront de répondre à la demande croissante d'entretien et de maintenance des bâtiments communaux, ainsi qu'à la réalisation de travaux internes.

4. CONSÉQUENCES SUR LES POSTES EXISTANTS :

La création du poste de chef(fe) du service des Ressources Humaines entraînera la suppression du poste de Directeur(trice) du service des Ressources Humaines dès la prise de fonction de l'agent sur le nouveau poste.

5. CONCLUSION :

Cette délibération vise à doter la Commune de Arue des ressources humaines nécessaires pour répondre efficacement aux besoins du service public et accompagner la réorganisation des services municipaux dans une démarche d'amélioration continue.

Tel est l'objet du projet de délibération qui est soumis à l'approbation de notre conseil.